

# **Consultation publique de la CRE sur le projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF**

## **Contribution des Associations Familiales Laïques de Paris**

### **Question 1 :**

*Êtes-vous favorable aux modalités de déploiement envisagées par GrDF dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?*

Dans le contexte législatif actuel ou à venir, concernant les objectifs affichés de maîtrise de la demande de l'énergie par les consommateurs, d'efficacité énergétique, et en lien avec les nouvelles modalités de calcul de la formule tarifaire et de ses évolutions mensuelles, l'on aurait souhaité que le déploiement des compteurs communicants se réalise dans un laps de temps plus réduit, afin que l'ensemble des consommateurs puisse bénéficier de leurs avantages plus rapidement, et que le calcul des consommations de gaz puisse s'appuyer sur des consommations réelles, et non estimées.

La prudence avec laquelle a été conduite l'expérimentation par GrDF, et les contraintes évidentes du déploiement et de sa préparation laissent penser toutefois que les délais annoncés pourront difficilement être réduits. Nous souhaitons en tout cas que ce projet ne souffre d'aucun retard de décision et de mise en œuvre.

### **Question 2 :**

*Quel est votre point de vue sur les besoins de coordination des deux projets de compteurs évolués en gaz et en électricité ?*

En dehors de la nécessité de coordonner techniquement le déploiement des compteurs communicants gaz et électricité, pour optimiser les plannings de déploiement et en maîtriser les coûts, il nous apparaît essentiel qu'une information pédagogique soit réalisée, via les médias nationaux, mais aussi au niveau régional, pour sensibiliser les consommateurs aux bénéfices potentiels qu'ils retireront de la mise à disposition de ces compteurs.

L'adhésion des consommateurs est essentielle à la réussite du déploiement, elle suppose une bonne compréhension des principes généraux communs pour les deux énergies, des bénéfices que l'on peut en attendre, tant au plan individuel qu'au niveau de l'intérêt général.

Nous regrettons que l'absence d'une information crédible, au démarrage de l'expérimentation LINKY, ait eu pour conséquence la diffusion de rumeurs tenaces, dont il faut, encore aujourd'hui, démontrer le caractère infondé et parfois même fantasmagique.

### **Question 3 :**

*Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en oeuvre du système de comptage évolué de GrDF ?*

On ne peut douter que le déploiement des compteurs gazpar, accompagné d'une information pédagogique tout au long du processus, permette des gains de MDE. Les évaluations prudentes de GrDF à partir des panels de consommateurs, celles de l'étude Poyry-Sopra, semblent réalisables.

Toutefois, le niveau global de gains de MDE recouvrira des réalités très différentes selon les consommateurs : de ceux, très motivés, qui auront les moyens nécessaires pour équiper leur logement et souscrire des services spécifiques payants, à ceux qui ne pourront pas, en raison de leur statut locatif, ou de leur niveau de ressource, envisager les moyens à mettre en oeuvre pour réaliser les gains de MDE que leur suggéreront les informations délivrées. Il conviendra donc, de ce fait, que les services gratuits mis à disposition des consommateurs, par tous médias confondus à leur choix, soient les plus étendus possibles, si l'on veut favoriser les gains de MDE.

**Question 4 :**

*Quel est votre point de vue concernant une condition de résultats des appels d'offres pour mettre en oeuvre le déploiement généralisé du système de comptage évolué de GrDF ?*

Il nous semble en effet nécessaire d'inclure une condition de résultats des appels d'offre, afin de ne pas augmenter le coût du déploiement, sans quoi il y a un risque de voir les gains de MDE réalisés par les consommateurs absorbés par l'augmentation des coûts acquittés par ces derniers, et facturés par le distributeur.

**Question 5 :**

*Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?*

Pour les consommateurs, le développement des systèmes de comptage évolué en gaz pourrait permettre l'apparition de nouvelles offres de fourniture d'énergie comme de services, plus adaptées aux besoins et à la consommation de chacun. On peut penser que les fournisseurs auront intérêt à proposer des services qui leur permettent de capter la clientèle de leurs concurrents. Ceci suppose toutefois que la concurrence s'exerce de manière claire et loyale, et comme pour tout nouveau marché, que la surveillance des autorités de la concurrence et de la consommation soit très attentive à tout risque de dérive.

Les nouvelles règles de détermination de la formule tarifaire gaz, avec une évolution mensuelle, seront mieux appliquées dès lors que les fournisseurs disposeront de données de consommation réelles, et non plus estimées, pour facturer leurs clients. Il en va de même pour les procédures applicables à la vie des contrats, qui seront facilitées par le comptage communicant.

Par ailleurs, ce système de comptage constitue un atout important pour les organismes de logement social, soucieux de limiter l'augmentation des charges locatives, et qui semblent déjà se saisir des opportunités offertes par la mise à disposition de données anonymées, pour réaliser des bilans de consommation et engager des actions de sensibilisation auprès de leurs locataires, ou planifier les réhabilitations dans le cadre de leurs plans climat. Il en va de même pour les collectivités territoriales.

Enfin, les perspectives législatives de tarification progressive de l'énergie, qui nécessiteraient aujourd'hui, avec les compteurs dont nous disposons, un mécanisme d'évaluation et de facturation complexe et coûteux, devraient être simplifiées par l'existence de compteurs communicants, ce qui milite pour un déploiement aussi rapide que possible de ceux-ci.

**Question 6 :**

*Que pensez-vous de la mise en oeuvre d'un cadre de régulation spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?*

Ajouté à la mise en oeuvre d'une condition de résultats des appels d'offre avant le déploiement, la mise en oeuvre d'un cadre de régulation spécifique doit permettre de limiter les risques de dérive des objectifs assignés au déploiement. Nous y sommes donc favorables.

**Question 7 :**

*Avez-vous des remarques sur le mécanisme de régulation incitative envisagé par la CRE ?*

Il semble adapté au calendrier de déploiement, tout en couvrant les différents aspects du projet, en termes de coûts d'investissement, de respect du calendrier, et de performances.

**Question 8 :**

*Que pensez-vous des indicateurs de suivi de la performance envisagés par la CRE ?*

Ces indicateurs nous semblent a priori pertinents.

**Question 9 :**

*Que pensez-vous de la demande de GrDF d'attribution d'une prime de 300 points de base concernant la rémunération des actifs de comptage de son projet ?*

Nous manquons d'éléments pour apprécier cette demande.

**Question 10 :**

*Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des charges d'exploitation supportées par GrDF sur la période tarifaire en cours ?*

La proposition de la CRE semble pertinente, mais nous aurions souhaité un cadre plus précis que «sous réserve qu'elles correspondent à celles d'un gestionnaire de réseau efficace ».

**Question 11 :**

*Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des coûts échoués générés par le remplacement des compteurs par anticipation pendant la phase de déploiement ?*

La proposition de la CRE nous semble équitable.

**Question 12 :**

*Que pensez-vous de la demande de GrDF concernant la réévaluation annuelle de ses actifs de systèmes d'information spécifiques au projet de comptage évolué ?*

Nous n'y sommes pas favorables.

**Question 13 :**

*Etes-vous favorable au lancement du déploiement généralisé du projet de compteurs évolués de GrDF dans les conditions présentées dans ce document ?*

Oui, nous sommes favorables au déploiement de ce projet, dans les conditions présentée dans ce document, dans la mesure où elles permettent d'éviter tout dérapage des coûts, et de veiller au respect du calendrier et des performances.

Fait à Paris, le 14 mai 2013

Françoise Thiebault